



La protection des défenseuses latino-américaines des droits humains doit être une priorité pour l'Union européenne.

Bruxelles, 8 mars 2017. En cette journée internationale des femmes et un an après l'assassinat -toujours impuni- de la défenseuse hondurienne Berta Cáceres, le réseau européen d'ONG Grupo Sur, dont le siège est à Bruxelles, demande à l'Union européenne de considérer comme prioritaire la question de garantir la sécurité, la vie et le travail des défenseuses sud-américaines des droits humains, dans le cadre du dialogue politique, de la coopération et des relations commerciales entre les deux régions.

Comme le dénonce la Résolution d'urgence du Parlement Européen du 16 février 2017 (2017/2565(RSP)), les défenseurs des droits humains en Amérique Latine travaillent dans un climat d'hostilité et sont confrontés à des harcèlements, à de la criminalisation, à des coercitions, à des campagnes de dénigrement, d'intimidation et à des assassinats.

Le Grupo Sur veut mettre en évidence, lors de cette journée, que les femmes défenseuses se confrontent à cette réalité à partir d'une situation de grande vulnérabilité. On les criminalise non seulement pour leur action d'activiste, mais aussi pour la rupture du rôle traditionnellement attribué aux femmes lors de sa participation à la sphère publique. Les militantes sont, pour cela, non seulement victimes de violence politique pour l'exercice de leur travail, mais aussi victimes d'actes de violence machiste, d'abus sexuels et de féminicides du fait d'être des femmes.

Comme le disait Berta Cáceres, cofondatrice du COPIHN et défenseuse des droits humains et de l'environnement avant d'être assassinée, « *il n'est pas facile d'être une femme quand on dirige des processus de résistances indigènes. Dans une société incroyablement patriarcale, nous les femmes sommes très exposées, nous devons affronter des circonstances très risquées, des campagnes machistes et misogynes* ».

D'après un récent rapport de l'organisation *IM- Defensoras*, entre 2012 et 2014, on compte 1688 agressions contre des femmes défenseuses commises au Salvador, au Guatemala, au Honduras et le Mexique. Entre 2012 et 2016, on dénombre aussi 42 assassinats de défenseuses des droits humains qui, en grande partie, restent à ce jour impunis.

Il faut souligner qu'un grand nombre d'agressions, perpétrées et avérées contre des défenseurs-ses, ont lieu dans le cadre de la défense de l'environnement, face à l'intervention d'entreprises et de multinationales, dont certaines ont des investissements européens. Dans ce contexte, la violence sexuelle contre les femmes est utilisée comme un outil pour les intimider et inhiber leur participation à la défense des territoires.

Les politiques extractivistes et l'augmentation de mégaprojets dans la région, la fermeture d'espaces démocratiques et l'accroissement de la militarisation, ne sont que quelques-uns des facteurs qui ont généré la hausse, ces dernières années, de la violence exercée à l'encontre des défenseuses des droits humains en Amérique Latine.

Intérêts commerciaux vs droits humains

L'Accord d'association conclu par l'Union européenne avec six pays d'Amérique centrale et le traité de Libre-échange avec la Colombie, le Pérou et l'Equateur comportent des clauses de droits humains, *« mais depuis l'application de ces accords, nous constatons l'absence de mise en œuvre de ces clauses, alors que tout ce qui se réfère à la protection des investissements et à la dérégulation des marchés est scrupuleusement respecté »*, nous déclare la responsable du réseau Grupo Sur, Erika González.

« La cohérence des politiques de l'Union européenne sur ce terrain exige l'activation de ces clauses, ou même la suspension des accords, notamment dans les pays où la situation de vulnérabilité des droits humains, de violence contre les femmes, de féminicides et d'impunité atteint des niveaux de véritable désastre social ».

Pour cela, poursuit Erika González, *« il apparaît nécessaire, que l'Union européenne soutienne et promeuve la sécurité des défenseuses des droits humains par tous les moyens en son pouvoir, dans le cadre du dialogue politique, de la coopération et des relations avec la région latino-américaine ».*

En conséquence, le Grupo Sur demande aux institutions de l'Union européenne, qu'elle se porte garante des agissements de ses entreprises dans la région, qu'elle promeuve l'application de la législation internationale, qu'elle garantisse une application effective des Orientations de l'Union européenne concernant les défenseurs des droits de l'Homme dans le cadre de la politique extérieure et qu'elle prête spécialement attention à la situation spécifique à laquelle sont confrontées les défenseuses des droits humains, en prenant les mesures nécessaires pour garantir la poursuite de leur travail dans des conditions de sécurité et d'égalité.

* * *